

**COMMUNE D'ARQUES-LA-BATAILLE**

**Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal  
Du 17 novembre 2014**

**Délibération N°8 du 17 novembre 2014**

Date de convocation  
2.11.14

**Etaient présents : (18)**

Guy Sénécal, Maire  
Roger Ancel, Christine Delcroix, Maryline Fournier, Philippe Gautrot, Michel Ménager, Dominique Paul Adjoints  
Férianne Amrani, Bruno Barq, Bruno Boudet, Corinne Davenet-Girard, Anne-Lise Grippon, Patrick Jouen, Véronique Obin, Serge Planchon, Gérard Sadé, Claude Thomas, Arlette Vivet.

Date d'affichage  
2.11.14

Nombre d'élus :  
En exercice : 23  
Présents : 18  
Absents : 23

**Etaient Excusés : (5)**

Amélie Batel ayant donné délégation à Serge Planchon, Carole Dufils ayant donné délégation à Véronique Obin, Sylvie Duval ayant donné délégation à Maryline Fournier, Jean-Claude Ester ayant donné délégation à Guy Sénécal, Alexandre Guillemette ayant donné délégation à Michel Ménager.

Secrétaire de séance : Corinne Davenet-Girard

**MISE A L'ETUDE DE LA TRANSFORMATION DE LA ZONE DE PROTECTION DU PATRIMOINE ARCHITECTURAL  
URBAIN ET PAYSAGER EN AIRE DE MISE EN VALEUR DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE  
AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL**

Guy Sénécal,  
Maire

Par délibération en date du 15 Octobre 2001, le Conseil municipal a approuvé le projet de création de la Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (Z.P.P.A.U.P) avec pour objectif d'améliorer le dispositif de protection et de mise en valeur du patrimoine et d'encadrer l'évolution de la Ville en préservant les richesses naturelles paysagères et urbanistiques.

L'article 28 de la Loi n° 2010-788 portant engagement national pour l'environnement, dite Grenelle 2, a modifié le dispositif relatif aux Z.P.P.A.U.P pour les remplacer par les aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (A.V.A.P).

L'A.V.A.P a pour objet de promouvoir la mise en valeur du patrimoine bâti et des espaces dans le respect du développement durable. Elle est fondée sur un diagnostic architectural, patrimonial et environnemental et prend en compte les orientations du projet d'aménagement et de développement durable (P.A.D.D) du plan local d'urbanisme (P.L.U). Tout comme la Z.P.P.A.U.P, l'A.V.A.P est une servitude d'utilité publique annexée au P.L.U.

Il apparaît pertinent de mener de manière concomitante l'étude nécessaire à la transformation de la Z.P.P.A.U.P en A.V.A.P et l'étude préalable à la révision du Plan d'Occupation des Sols en Plan Local d'Urbanisme.

Considérant que le Code du Patrimoine dans son article 28 dispose :

- dans son article L.642-1 que la mise à l'étude de la création ou de la révision de l'aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine est décidée par délibération du conseil municipal
- dans son article L.642-3 que la délibération mentionne les modalités de la concertation prévue à l'article L.300-2 du Code de l'Urbanisme
- dans son article L.642-5, qu'une instance consultative doit être créée par délibération avec pour mission d'assurer le suivi de la conception et de la mise en œuvre des règles applicables à l'A.V.A.P.

Considérant que la Commission Consultative, dénommée Commission Locale de l'AVAP, doit être constituée par délibération de l'organe délibérant lors de la mise à l'étude de la création ou de la révision d'une aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine, et doit comporter un nombre minimum de 12 membres et un nombre maximum de 15 membres répartis comme suit :

- 5 à 8 élus titulaires d'un mandat électif représentants de la collectivité compétente
- Le Préfet ou son représentant ;
- Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement ou son représentant ;
- Le Directeur Régional des Affaires Culturelles, ou son représentant ;
- 4 personnes qualifiées, dont deux au titre du patrimoine culturel local et, deux au titre des intérêts économiques locaux.

#### Commission Locale :

Il est proposé au Conseil municipal de fixer à 12 le nombre de membres de la Commission Locale de l'AVAP. Dès lors la Ville d'Arques La Bataille sera représentée par 5 élus municipaux.

Le Maire assurant la Présidence, il appartient au Conseil Municipal de procéder à la désignation, en son sein des 4 autres représentants de la Commune.

Il est proposé au Conseil Municipal de désigner comme personnes qualifiées au titre du patrimoine culturel local : Monsieur Jean Decaux, ancien Président des « Amys du Vieux Dieppe » ; Monsieur Daniel Levigoureux, artiste peintre.

Il est proposé également de désigner, comme personnes qualifiées au titre des intérêts économiques locaux : Madame Brigitte Manuelle, gérante de restaurant ; Monsieur Alain Brousseau, cadre retraité de la fonction publique hospitalière.

L'architecte des bâtiments de France assiste avec voix consultative aux travaux de cette commission.

#### Modalités de la concertation :

Monsieur le Maire propose de soumettre le projet de révision à la concertation de la population, des associations locales « intéressées » et de toute personne concernée selon les modalités suivantes :

- Insertion d'informations et d'articles dans le bulletin municipal
- Présentation de la démarche et des principales phases d'avancement du projet de révision en A.V.A.P sur le site internet de la Mairie
- Mise en place d'une exposition publique
- Mise à disposition durant l'exposition d'un registre en Mairie permettant de recueillir les avis et observations du public
- Organisation d'une ou deux réunions publiques avec la population et les associations concernées

VU la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'Environnement, dite Loi « Grenelle II »,

VU le Code du Patrimoine et notamment les articles L 642-1 et suivants,

VU les articles L. 2121-21, L. 2121-22 du Code Général des Collectivités Territoriales

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

**DECIDE**

- ▶ d'approuver le lancement de l'étude préalable à la transformation de la Z.P.P.A.U.P en A.V.A.P,
- ▶ d'approuver la constitution de la Commission Consultative, détaillée ci-dessus, chargée d'assurer la conception et la mise en œuvre des règles applicable à l'AVAP
- ▶ de procéder à la désignation des représentants de la Commune d'Arques La Bataille à main levée,
- ▶ de soumettre à la concertation le projet de transformation de la Z.P.P.A.U.P en A.V.A.P selon les modalités définies ci-dessus,
- ▶ de solliciter le concours financier de l'Etat (Ministère des Affaires Culturelles) pour la réalisation de l'étude préalable à la transformation de la Z.P.P.A.U.P en A.V.A.P,

**NOMME** en qualité de représentants de la Ville d'Arques la Bataille au sein de la Commission Locale de l'A.V.A.P : Maryline Fournier, Philippe Gautrot, Corinne Davenet-Girard, Patrick Jouen,

**DESIGNE** en qualité de personnes qualifiées au titre de la protection du patrimoine : Monsieur Jean Decaux, ancien président des « Amys du Vieux Dieppe » ; Monsieur Daniel Levigoureux, artiste peintre.

**DESIGNE** en qualité de personnes qualifiées au titre des intérêts économiques : Madame Brigitte Manuelle, gérante de restaurant ; Monsieur Alain Brousseau, retraité de la fonction publique hospitalière.

**DIT** que les dépenses consécutives à cette opération seront inscrites au budget sous réserve de leur vote.

**DIT** que Monsieur le Maire est chargé de prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération, et notamment à sa publication et sa transmission aux autorités compétentes dans les conditions prévues par les textes en vigueur.

Pour extrait conforme,  
Guy Sénécal, Maire



